Le 3 juin 2025

Le gouvernement a publié le 2 juin 2025 son premier “baromètre des services publics”. Les résultats de l’enquête montrent sans aucune ambiguïté que la population est très majoritairement attachée au service public.

Les usagers et usagères particulièrement satisfaits (plus de 70%) de la qualité de relation avec les agent-es. Qui plus est, la possibilité de se rendre dans les locaux des services publics et de pouvoir joindre par téléphone les services publics est une demande forte de la population. Cela suppose que des agent-es formé-es et suffisamment nombreuses et nombreux soient en capacité de répondre aux besoins de la population, en particulier des plus vulnérables ou éloignées de l’administration.

Solidaires fonction publique rappelle sans cesse que les services publics sont essentiels à la réduction des inégalités et à la cohésion de la société dans son ensemble. Quand le service public recule, ce sont des territoires entiers qui sont abandonnés. Cette logique s’observe dans les territoires ruraux, mais est également largement perceptible dans les quartiers populaires : la demande de service publics est ainsi d’après l’étude encore plus forte dans les régions très urbanisées comme l’Île de France.

La politique du gouvernement consiste à détruire les services publics, et à les dématérialiser pour des raisons comptables et idéologiques. Les politiques austéritaires de recul des services publics ne peuvent être compensées par les maisons France services, des instruments dérisoires qui ne peuvent répondre aux besoins exprimés par la population.

Au contraire, Solidaires fonction publique revendique un service public de qualité au plus près des usager-es.